



**Retrait total de la proposition de loi « sécurité globale »  
Abrogation des décrets sur le fichage généralisé  
Stop à l'état d'urgence contre nos libertés individuelles et collectives**

Profitant des pouvoirs exceptionnels que lui confère l'état d'urgence « sanitaire », le gouvernement remet en cause nos libertés individuelles et collectives, notamment les droits de réunion et de manifestation.

Lors des mobilisations contre la loi Travail, l'état d'urgence avait déjà servi de prétexte pour nasser les manifestations.

De même, c'est la première réunion du Conseil des Ministres sur l'épidémie qui a décidé de l'utilisation du 49-3 pour faire voter aux députés la réforme des retraites que nous combattons.

Il développe un arsenal répressif et autoritaire qui remet en cause nos libertés fondamentales.

La proposition de loi « Sécurité globale », adoptée par une majorité de député.e.s à l'Assemblée nationale le 24 novembre dernier, s'inscrit ainsi dans un ensemble « sécuritaire » inacceptable et dangereux.

Malgré le succès des mobilisations et les alertes de la Défenseure des droits, de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), de cinq rapporteurs spéciaux des Nations Unies ou encore de la commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, le texte est arrivé le 3 mars dernier en commission des lois au Sénat.

Non seulement ces alertes sont ignorées mais l'article 24, punissant la diffusion d'images d'un policier ou gendarme, a été réécrit en pire avec la notion de « provocation à l'identification » et une peine aggravée.

Pas moins de 256 amendements ont été déposés, tandis que les débats en séance plénière se tiendront les 16, 17 et 18 mars prochains.

Dans ce contexte, nos organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires réaffirment leur attachement indéfectible à la défense des libertés individuelles et collectives.

Elles exigent le retrait total de la proposition de loi relative à la « sécurité globale », ainsi que l'abrogation des décrets du 2 décembre 2020 sur le fichage généralisé de la population, tout comme l'arrêt de l'état d'urgence.

**Nous appelons à une nouvelle manifestation :**

**Samedi 20 mars 2021 à 10h30**

**Place Cadelade au Puy**